

# **RÉUNION DU C.C.A.S. DU 1 OCTOBRE 2024**

## **NOTICE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE**

### **1. PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU C.C.A.S. DU 29 AVRIL 2024.**

Il est proposé au conseil d'administrative du C.C.A.S. d'adopter le procès-verbal de réunion joint.

|                           |
|---------------------------|
| <b>AIDES FACULTATIVES</b> |
|---------------------------|

### **2. DEMANDES DE BONS ALIMENTAIRES.**

Trois dossiers seront étudiés en réunion.

### **3. PARTICIPATION AU FRAIS DE CANTINE SCOLAIRE.**

Un dossier sera étudié en réunion.

### **4. AIDE EXCEPTIONNELLE.**

Un dossier sera étudié en réunion.

|                  |
|------------------|
| <b>PERSONNEL</b> |
|------------------|

### **5. ADHESION AU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS.**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 qui précise "les Centres de Gestion peuvent souscrire pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions des articles L 416-4 du Code des Communes et 57 de la présente loi, ainsi que des dispositions équivalentes couvrant les risques applicables aux agents contractuels",

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais en date du 09 février 2023 approuvant le principe du contrat groupe assurances statutaires précisant le recours à la procédure de l'appel d'offres ouvert européen pour l'ensemble de la consultation

Vu la réunion de la Commission d'Appel d'Offres du 27 juin 2023 et de son rapport d'analyse des offres.

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais en date du 27 juin 2023 autorisant le Président du Centre de Gestion à signer le marché avec chaque candidat pour le lot concerné.

Vu la déclaration d'intention proposant de se joindre à la procédure du contrat groupe que le Centre de Gestion a lancé.

Vu l'exposé du Président,

Vu les documents transmis par le Centre de Gestion, et notamment la convention d'adhésion au contrat d'assurance groupe valant également convention de suivi du Cabinet d'audit sus mentionné,

Considérant la nécessité de passer un contrat d'assurance statutaire,

Considérant que le contrat ainsi proposé a été soumis au Code de la commande publique,

Il est demandé au Conseil d'Administration de délibérer,

D'approuver les taux et prestations obtenus par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du département du Pas-de-Calais pour le compte de notre collectivité ou de notre établissement public,

De décider l'adhérer au contrat groupe assurance statutaire à compter du 01er octobre 2024, et ceci jusqu'au 31 décembre 2027 sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les délais prévus au contrat (4 mois avant la date d'échéance annuelle fixée au 1er janvier de chaque année), et ceci dans les conditions suivantes :

(Reprendre les garanties retenues par la collectivité ou l'établissement dans le bon de commande correspondant à la strate d'agents CNRACL ou Ircantec pour ceux désirant assurer ce risque)

Lot 01 Collectivités et établissements comptant de 01 à 10 agents CNRACL (sans charges patronales)

| Garanties                   | Franchises | Taux en % |
|-----------------------------|------------|-----------|
| Décès                       |            | 0.20%     |
| Accident de travail         |            | 1.45%     |
| Longue Maladie/longue durée |            | 2.00%     |
| Maternité – adoption        |            | 0.45%     |
| Maladie ordinaire           |            | 2.04%     |
| Taux total                  |            | 6.14%     |

Ce taux total sera appliqué pour le calcul de la prime d'assurance à verser, sur la masse salariale assurée composée du traitement de base indiciaire, de l'indemnité de résidence, du supplément familial de traitement et de la nouvelle bonification indiciaire et éventuellement suivant le choix de la collectivité ou l'établissement, le régime indemnitaire servi mensuellement aux agents.

Et

Agents relevant de l'Ircantec et exclusivement du droit public  
(Reprendre les garanties retenues par la collectivité ou l'établissement public dans le bon de commande correspondant au lot Ircantec pour ceux désirant assurer ce risque)

Agents de droit public relevant de l'Ircantec (sans charges patronales)

| Garanties                                      | Franchise | Taux en % |
|--|-----------|-----------|
| Accident de travail et maladie professionnelle |           | 0.80%     |
| Grave maladie                                  |           |           |
| Maternité – adoption – paternité               |           |           |
| Maladie ordinaire                              |           |           |
| Taux total                                     |           | 0.80%     |

Ce taux total sera appliqué pour le calcul de la prime d'assurance à verser, sur la masse salariale assurée, composée du traitement indiciaire, de l'indemnité de résidence, du supplément familial de traitement et de la nouvelle bonification indiciaire et éventuellement suivant le choix de la collectivité ou l'établissement, le régime indemnitaire servi mensuellement aux agents.

Prend acte que la collectivité ou l'établissement public pour couvrir les frais exposés par le Centre de Gestion au titre du présent marché, versera une participation financière comme suit :

1.00 % de la prime d'assurance dans le cadre de la mission de suivi et d'assistance technique. Ce taux applicable annuellement sur la prime d'assurance calculée par la collectivité pourra être éventuellement révisé par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion. Cette participation financière vient en sus des taux figurant aux points 1 et 2 de la présente délibération.

Prend acte également qu'afin de garantir la bonne exécution du marché, son suivi et sa continuité, la collectivité ou l'établissement adhère obligatoirement à une convention de suivi comprenant :

L'assistance à l'exécution du marché

L'assistance juridique et technique

Le suivi et l'analyse des statistiques, et l'établissement d'un programme de prévention

L'organisation de réunions d'information continue.

Le coût annuel supporté par la collectivité ou l'établissement varie suivant le nombre d'agents figurant au(x) contrat(s) comme suit : le paiement sera donc effectué par les adhérents au contrat groupe ou titulaire du marché d'audit, à savoir la société BACS.

| Tarification annuelle | Prix en Euros HT | Prix en Euros TTC |
|-----------------------|------------------|-------------------|
| de 1 à 10 agents      | 150.00           | 180.00            |
| de 11 à 30            | 200.00           | 240.00            |

|                      |        |        |
|----------------------|--------|--------|
| agents<br>de 31 à 50 | 250.00 | 300.00 |
| agents<br>+ de 50    | 350.00 | 420.00 |

Cette convention de suivi intervient en sus des taux figurant aux points 1 et 2 et de la participation financière à verser au Centre de Gestion.

A cette fin,

Il est demandé au Conseil d'Administration d'autoriser le Président à signer le ou les bons de commande ainsi que la convention qui intervient dans le cadre du contrat groupe. Les taux, "garanties et franchises" souscrites ci avant sont conformes au(x) bon(s) de commande ci-joint(s), correspondant aux choix retenus par la collectivité ou l'établissement dans le cadre de l'adhésion au contrat groupe auxquels s'ajoutent la participation financière au CDG et la convention de suivi.

#### DIVERS

#### 6. PRESENTATION DU BILAN D'ACTIVITE 2023.

#### 7. POINT SUR L'HABITAT INCLUSIF.